

ÉLECTION HIER DU BÂTONNIER NATIONAL

M^e Anouar Mustapha rafle les suffrages

M^e Sellini a raté son retour à la tête de l'Union des bâtonnats d'Algérie. C'est le bâtonnier du barreau de Constantine, M^e Anouar Mustapha, qui a été choisi hier samedi pour présider aux destinées du bâtonnat national, succédant ainsi à son homologue sortant, M^e Menad Bachir.

Sofiane Aït-Ifflis Alger (Le Soir) - Doyen des bâtonniers des unions locales, M^e Anouar Mustapha a rafilé les suffrages de ses pairs dans une élection qui a rompu avec la tradition des votes bloqués. Sa qualité de plus âgé d'entre les bâtonniers en conclave ce samedi a pesé dans l'honneur qui lui est fait de présider l'Union des bâtonnats d'Algérie.

La multiplication des velléités de candidatures, une dizaine, a-t-on appris, a recommandé la «sagesse» d'une désignation à l'unanimité du doyen des bâtonniers. Ainsi, après cinq mandats

en tant que bâtonnier de Constantine, M^e Anouar Mustapha accède à la présidence nationale de l'Union des bâtonnats. Son mandat est de trois ans. M^e Anouar Mustapha aura à assumer ses charges à un moment important dans la vie et l'organisation du barreau. Il aura notamment à conduire le débat et formuler les propositions relativement à la nouvelle loi sur le métier d'avocat en préparation. Un avant-projet de loi y est déjà concocté. Il poursuit de codifier la profession d'avocat ainsi que l'amélioration de la formation des postulants à



M^e Sellini a perdu la présidence de l'Union des bâtonnats d'Algérie.

Photo : NewPress

vêtir la robe noire. L'avant-projet de loi prévoit la création de trois écoles d'avocats auxquelles les étudiants accèderont sur la base d'un concours. Ce que les avocats en exercice estiment être une bonne chose, d'autant que, se désolent-ils, la profession, aujourd'hui aisément accessible aux détenteurs de licence en sciences juridiques, a eu plus qu'à souffrir d'une formation au rabais. Si les avocats acquiescent à cette sélection, synonyme de qualité, ils restent inquiets quant aux restrictions à l'exercice du métier.

Entre autres, cette prérogative dévolue au procureur d'intrompre, voire de poursuivre l'avocat pour outrage au moment de sa plaidoirie. Les débats autour de cette loi en préparation seront assurément chauds.

S. A. I.

RÉFORMES POLITIQUES

Hanoune reproche au FLN et au RND d'imposer leur vision

Pas encore annoncées par Bouteflika, les réformes politiques qu'il a promises suscitent bien des réactions. Louisa Hanoune suspecte le FLN et le RND de vouloir «imposer leur vision» et de balayer d'un revers de main les propositions émanant des autres partis.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les propositions du Parti des travailleurs (PT) feraient-elles peur aux membres de l'Alliance présidentielle ? C'est du moins ce que pense Louisa Hanoune qui se demande en quoi l'assemblée constituante serait-elle une menace pour que des partis politiques l'agitent tel un épouvantail.

Pourtant, la secrétaire générale du PT ne change pas d'avis, elle reste convaincue que la sortie de crise passera par une assemblée constituante. Elle estime que ceux qui militent pour une révision de la Constitution dans les conditions actuelles vont refaire les mêmes erreurs qu'en 1963, lorsqu'une minorité avait confisqué la souveraineté populaire.

Le référendum est considéré par le PT comme antidémocratique tandis que la voie parlementaire est à exclure au regard du manque de légitimité de l'actuelle Assemblée. Seule l'assemblée constituante trouve grâce aux yeux de la secrétaire générale du PT qui estimait, hier à l'occasion de la réunion du bureau de la wilaya d'Alger, que l'Algérie traversait une «période exceptionnelle» avec une jonction rarement égalée des revendications sociales et politiques qui font ressurgir «des questions démocratiques qui étaient jusque-là en suspens». Parmi ces revendications, la question de tamazight qui ressurgit à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la constitutionnalisation de la langue amazighe.

Louisa Hanoune considère que si beaucoup a été fait depuis, le chemin est encore long. L'enseignement de la langue pour-

tant reconnue par la Constitution n'a pas encore été généralisé, il n'est toujours pas obligatoire dans les écoles. Pour la promotion de cette langue, Hanoune propose la création d'un secrétariat d'Etat pour la promotion de tamazight car, estime-t-elle, le HCA ne dispose pas de toutes les prérogatives pour mener à bien ses missions. Un secrétariat d'Etat, pense la numéro un du PT, permettra de mettre la question de la langue à l'abri des surenchères.

N. I.



Photo : Samir Sid

IL A PRÉSENTÉ SA THÈSE À PARTIR DE GHAZA
PAR VIDÉO-CONFÉRENCE

Mazen Salah brave l'interdit israélien pour obtenir son doctorat

Il est candidat au doctorat dans la spécialité des sciences commerciales. Mazen Salah a étudié à l'Université d'Alger mais il a présenté sa thèse de doctorat avec succès, hier, dans des conditions particulières. A partir de Ghaza et par vidéo-conférence, Mazen Salah Atia El Adjala a exposé son travail de recherche par vidéo-conférence devant des membres du jury qui, pour l'occasion et pour des besoins techniques, se sont déplacés de l'Université d'Alger vers le siège du Cerist.

F.-Z. B. - Alger (Le Soir) - La présentation de la thèse s'est faite dans des conditions exceptionnelles du fait qu'il a été interdit au candidat de quitter les territoires occupés par les Israéliens. La réalisation de la thèse, selon l'encadreur du travail de recherche Touaher Mohamed Touhami, de l'Université des sciences commerciales et sciences de gestion

d'Alger, a aussi connu des difficultés particulières en raison de la situation qui prévaut dans les territoires occupés et des pressions subies par le candidat. Le sujet de la thèse de recherche est relatif à la politique commerciale de l'Etat palestinien et a été achevé durant l'année universitaire 2008-2009. Le jury a été présidé par M. El Hadi Khaldi, ministre de la

Formation et de l'Enseignement professionnels, en tant qu'enseignant en sciences économiques à l'Université d'Alger.

Intervenant, par ailleurs, avant le début de la présentation du travail du candidat palestinien, le recteur de l'Université d'Alger III, le professeur Abdelouahab Rezig, a tenu à préciser que l'université, et au-delà de la particularité de la présentation de la thèse et de la cause palestinienne, prend en charge le travail du candidat uniquement dans son volet scientifique.

«L'université s'occupe des sciences et de la pédagogie uniquement», a déclaré, à cet effet, le recteur. Il saluera aussi le courage de l'étudiant devant les conditions difficiles vécues à

Ghaza et l'impossibilité de se déplacer à Alger pour présenter son travail devant les membres du jury. Le président du jury a, pour sa part, précisé qu'il s'agissait d'un premier travail académique sur le volet commercial du jeune Etat. Le candidat, après l'obtention d'une licence en sciences économiques et d'un master obtenu au Caire, en Egypte, a tenu à enregistrer son travail de doctorat à l'Université d'Alger.

Interdit par Israël de quitter le territoire palestinien, Salah Mazen Atia El-Adjala a été emprisonné à plusieurs reprises et mis sous surveillance. Il est actuellement enseignant à l'Université de Ghaza.

F.-Z. B.